

# LIBERTE POUR LES PRISONNIERES ET PRISONNIERS POLITIQUES !

En 2004, réunies à l'occasion de la Première Conférence Internationale sur les Prisonniers Politiques à Donostia (Euskal Herria), plusieurs organisations ont adopté une déclaration faisant du 17 avril la Journée Internationale des Prisonniers Politiques. Cette date, choisie en référence à la Journée du Prisonnier Palestinien instituée en 1975, permet de rappeler à l'opinion publique que **des femmes et des hommes sont encore détenus-es pour leurs idées politiques**.

Aujourd'hui encore, des dizaines de milliers de militants-es politiques sont incarcérés-ées dans les geôles britanniques, irlandaises, marocaines, françaises, espagnoles, étasuniennes, israéliennes, mexicaines, sri lankaises, turques et autres... **Ceux/celles-ci sont confrontés-ées quotidiennement aux brimades, aux traitements dégradants, à l'éloignement, à la torture et aux procès d'exception, auxquels s'ajoutent les conditions inacceptables de tout enfermement.**

Dernièrement, un prisonnier politique basque, **Xabier Lopez Peña** est décédé à Paris. Les causes de sa mort ne sont pas encore éclaircies. Une autopsie a été pratiquée sans médecin de confiance. Sa famille a subi un traitement particulièrement difficile, ne pouvant accéder au corps que très tardivement.

En Palestine également, un prisonnier politique est décédé le mardi 2 avril. **Maisara Abou Hamdiyeh**, atteint d'un cancer, était maintenu en prison alors que son état de santé exigeait sa remise en liberté.

En France, encore, le prisonnier révolutionnaire libanais **Georges Ibrahim Abdallah** est détenu depuis 29 ans. Pourtant, sa libération avait été approuvée, sous réserve de son expulsion au Liban mais Manuel Valls refusa de signer l'arrêté d'expulsion.

Les prisonniers et prisonnières politiques sont les parties et les conséquences de conflits politiques causés par le non-respect des droits nationaux et sociaux des peuples. Les Etats leur refusent le statut de prisonnier-ère politique afin de ne pas reconnaître qu'il existe des conflits sur leur territoire. C'est pour cela qu'il est nécessaire de construire de larges mouvements de solidarité en leur direction. **Nous ne réglerons ces conflits qu'avec leur libération !**

En attendant cela, les prisonnières et prisonniers politiques doivent être reconnues dans leurs droits, notamment avec **la reconnaissance d'un statut de prisonnier-ère politique, le rapprochement familial et affinitaire, la libération des prisonniers-ères malades et la disparition des tribunaux d'exception.**

## LA SOLIDARITE EST UNE ARME, UTILISONS-LA !

*Organisations signataires : Académie des Arts et Culture du Kurdistan, Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc, Association des familles des prisonniers et des disparus sahraouis, Associu Sulidarità (Corsica), Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Collectif Unitaire National de soutien à Mumia Abu-Jamal, Comité de Solidarité avec le Peuple Basque, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques, Comité Pérou, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits Humains au Sahara Occidental, Groupe de Soutien à Leonard Peltier, Les trois passants (Mexique), Libération Irlande, Maison du Tamil Eelam, Secrétariat International de la CNT, Terre et Liberté pour Arauco (Mapuches).*

<http://17avril2013.unblog.fr>